



Panel de Haut Niveau Post-2015, Londres, 31 Octobre - 2 Novembre 2012

## Une urbanisation durable

Le développement urbain durable est un des thèmes clés qui doit être abordé dans les années à venir, en raison de l'urbanisation rapide constatée dans les pays à faible et moyen revenus.

Le programme d'urbanisation durable ne peut toutefois être mené à bien que s'il prend en compte le contexte des régions dans lesquelles se développe le processus d'urbanisation, s'il contribue à surmonter la dichotomie rural-urbain, et à assurer la cohésion dans les territoires où se déroulent les processus de métropolisation.

### La gouvernance urbaine

Une bonne gestion urbaine implique que les décisions des gouvernements locaux soient prises de manière concertée, qu'une étroite collaboration entre les différents niveaux de gouvernements soit encouragée et que soient clairement définies les procédures de communication et de participation des acteurs locaux, y compris du secteur privé. Compte tenu de la diversité des territoires, la gouvernance urbaine requiert une stratégie intégrée pour les grandes zones urbaines, et une politique nationale et régionale spécifique pour les villes moyennes, afin de stimuler des relations et des articulations plus fortes.

La consolidation d'une gouvernance multi-niveaux et la construction d'une alliance globale pour le développement doit reconnaître que le rôle des autorités locales, principaux acteurs institutionnels de la ville, a dépassé les limites de la politique locale. Ce sont à présent des acteurs-clés ayant une influence régionale, voire globale.

Néanmoins, dans de nombreux pays en développement, les gouvernements locaux ne peuvent pas assumer pleinement leurs pouvoirs et leurs responsabilités, parfois à cause de processus de décentralisation incomplets ou mal définis, par manque de ressources et/ou de capacités au niveau local ou bien à cause des politiques sectorielles du gouvernement central.

L'Agenda Post-2015 devra **soutenir la décentralisation afin de renforcer la gestion des villes** et encourager **de nouvelles alliances urbaines mettant en avant la gouvernance multi-niveaux**, basées sur **des politiques urbaines nationales**.

### L'inclusion sociale

Le but fondamental de la bonne gouvernance est d'œuvrer pour une société inclusive, sûre, tolérante et créative, avec un accès universel à la culture.

Compte tenu de la diversité croissante de la population et des migrations vers les villes, les autorités locales et régionales doivent s'engager à promouvoir la culture en tant qu'un des composants essentiels du développement, ainsi que promouvoir le respect de la pluralité et la cohabitation.

En outre, les politiques d'inclusion sociale doivent garantir l'accès universel aux services de base et la protection des droits des citoyens; fondées sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de respect des différences.

### La planification urbaine

Ce nouveau partenariat urbain doit **promouvoir la planification urbaine stratégique** afin d'élargir la participation des acteurs dans le développement de leur ville. Cela doit permettre également aux nouveaux leaders de construire une vision du futur de la ville qui réponde efficacement à la croissance urbaine et aux

exigences des acteurs locaux, en articulant les dimensions physiques, économiques, sociales et culturelles. Il doit assurer également la mobilisation des ressources locales et nationales afin d'améliorer la qualité de la vie et promouvoir la cohésion territoriale. Ceci est particulièrement pertinent pour les villes moyennes et périphériques, qui se transforment de plus en plus en lieu de passage, où les gens viennent chercher des emplois et des services, créant ainsi une population « flottante » où semultiplient les taudis.

L'urbanisation et la gestion du sol sont toujours des enjeux majeurs, tout particulièrement dans les pays où la réglementation des marchés fonciers commence à peine à être considérée comme une source de défis et d'opportunités pour le développement. La fonction écologique et sociale de la gestion du sol doit être reconnue comme d'intérêt public. Il n'est donc pas fortuit que l'une des compétences les plus importantes du gouvernement local soit la gestion du sol. Il est nécessaire de doter les **gouvernements locaux des outils nécessaires pour entreprendre une planification stratégique et exercer une meilleure gestion du sol**, autant pour l'agriculture (sécurité alimentaire) que pour la protection de l'environnement (santé et ressources naturelles), mais également pour financer le développement urbain ainsi que pour assurer l'organisation efficace des services urbains.

### **L'accès aux services de base**

L'amélioration des « taudis » doit continuer à être une priorité afin de construire des villes plus inclusives et améliorer les conditions de vie des millions de personnes qui vivent dans des habitats informels, sans accès aux infrastructures ni aux services de bases. La plupart des actions qui peuvent contribuer de manière efficace à améliorer les taudis dépendent des collectivités territoriales, même si la situation peut varier d'un pays à l'autre. Il est rare que les améliorations réalisées pour faciliter l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à la collecte des déchets, ainsi que dans les conditions de vie des taudis, dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie, soient attribuées aux gouvernements locaux.

C'est néanmoins le financement qui continue à être l'enjeu principal pour un meilleur accès aux services, étant donné le montant des investissements demandé et les coûts de maintenance.

### **Prévenir l'impact du changement climatique et les risques de catastrophe**

Afin de répondre au besoin urgent de limiter les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer la prévention des catastrophes et de limiter l'impact du développement sur l'environnement, il est indispensable de renforcer le rôle de leadership, le soutien et l'action des gouvernements locaux.

Les risques auxquels sont confrontées les villes, à cause de l'impact -direct ou indirect- du changement climatique ou d'autres catastrophes (tremblements de terre, par exemple), sont déterminés par le contexte local -la géographie, le climat, la population, la planification, l'économie...et la qualité de l'habitat, de l'infrastructure et des services, ainsi que la gestion du sol. Mais la qualité du gouvernement local est décisive. L'adaptation réussie face au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes -qui doivent aussi évoluer en fonction de l'évolution des risques- dépendent des collectivités territoriales et de leur capacité à collaborer avec les localités voisines.

**La construction de villes plus résilientes dépend en grande partie de la résolution des grands déficits en infrastructures et services de base auxquels sont confrontés un grand nombre de gouvernements urbains** (manque de réseaux en eau potable, d'égouts, drainages, routes, collectes des déchets, services d'urgence et normes de construction). Dans les pays à hauts revenus, la grande efficacité des infrastructures et des services est le reflet du potentiel qu'ont les villes -qui sont paradoxalement signalées comme responsables des émissions de gaz- pour réduire la consommation énergétique et la consommation d'eau, diminuer la quantité de déchets et prendre d'autres mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation.